

Crise entre Touadéra et Bozizé : comment Sassou Nguesso et Lourenço comptent sauver le sommet de Luanda

Le 27 février, un sommet sur la crise centrafricaine doit se tenir en Angola. Autour des chefs d'État de la région, plusieurs personnalités sont attendues, dont François Bozizé et Noureddine Adam. Mais les négociations ne sont pas achevées.

La Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) est toujours à pied d'œuvre afin de tenter de boucler les préparatifs du [sommet de Luanda](#), qui doit aborder la crise centrafricaine le 27 février en Angola. Plusieurs chefs d'État de la région y sont attendus autour de **Denis Sassou Nguesso**, président en exercice de la CEEAC, et de **João Lourenço**, le président angolais.

Ce dernier est en pointe sur ce dossier et favorise la participation conjointe de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL, dont il assure actuellement la présidence tournante). Mais plusieurs problèmes demeurent. D'abord autour de la personne de [l'ancien président, devenu opposant, François Bozizé](#).

La lettre de Bozizé

Selon nos sources, la présence de l'ancien président à Luanda est souhaitée au sein de la CEEAC et le président de la commission de cette dernière, l'Angolais **Gilberto Da Piedade Verissimo**, a rencontré l'intéressé au début du mois de février.

Il lui a remis une lettre l'engageant à ne pas soutenir d'opérations militaires en Centrafrique.

Depuis, les discussions se poursuivent. Une délégation de la CEEAC est actuellement présente au Tchad, à Moundou, où François Bozizé est arrivé le 21 février. En prévision du sommet de Luanda, il négocie à l'heure actuelle « certaines conditionnalités avec la CEEAC », selon l'un de ses proches. De même source, sa venue à Luanda serait en bonne voie.

Noureddine Adam et la CPC aussi à Luanda ?

Da Piedade Verissimo et le ministre des Affaires étrangères angolais **António Tête** (reçu par le président **Idriss Déby Itno** le 23 janvier) avaient obtenu des Tchadiens l'ouverture d'un corridor entre la Centrafrique et le lieu des négociations, pour permettre à François Bozizé de pénétrer en toute sécurité au Tchad. La CEEAC avait aussi négocié un accord pour la venue de représentants de la Coalition des patriotes pour la Centrafrique (CPC).

Selon nos informations, les principaux leaders de la CPC, dont **Noureddine Adam** (qui l'a confirmé à *Jeune Afrique*) et **Ali Darassa**, ont donné leur accord pour venir à Luanda, sous réserve de quelques conditions de sécurité. La délégation de la CPC, présente également au Tchad ces derniers jours, compte **Abakar Sabone**, porte-parole de la coalition.

La discussion entre la CEEAC et la CPC avait débuté dès le mois de janvier puis s'est poursuivie en février, lors de la venue de Da Piedade Verissimo à Khartoum, au Soudan, pour rencontrer Adam. Le président de la commission de la CEEAC s'est ensuite rendu à Brazzaville. Il a été reçu en audience par Denis Sassou Nguesso le 19 février, date à laquelle le sommet du 27, un temps prévu le 2 mars, a été annoncé. Puis, une nouvelle fois par ce dernier le 22 février à Pointe-Noire.

Touadéra peut-il accepter le dialogue ?

Selon nos informations, un point de blocage demeure cependant au sujet de cette réunion de Luanda et, selon une source diplomatique en Afrique centrale, celle-ci pourrait par conséquent être reportée : [le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra \(FAT\)](#) refuse à l'heure actuelle toute idée de négociation avec François Bozizé ou la CPC. Quant à ces derniers, ils estiment inutile un dialogue dont serait absent leur principal adversaire.

Contacté par *Jeune Afrique*, le gouvernement centrafricain s'est refusé à donner une position officielle quant à la tenue du sommet du 27 février et à ses éventuels participants, affirmant que sa position « sera connue le moment venu ». Plusieurs lettres ont été échangées ces dernières semaines entre FAT et son homologue angolais, notamment par l'entremise de **Marie-Noëlle Koyara**, ministre de la Défense centrafricaine, et António Tété.

En substance, explique un proche de la présidence à *Jeune Afrique*, Touadéra y estimait qu'un dialogue avec François Bozizé et les leaders de la CPC – ex-signataires en février 2019 de l'accord de paix de Khartoum, par qui FAT affirme avoir été trahi – reviendrait à leur offrir une impunité. Or, le chef de l'État, conseillé par des alliés russes lui promettant une victoire prochaine sur le terrain, se refuse pour le moment à l'accepter.